

Pour publication immédiate

Also available in English

LE CANADA DOIT PASSER AUX ACTES CONTRE LES LOIS HAINEUSES CIBLANT LES LGBTQ DANS LE MONDE

Pour la Journée internationale de lutte contre l'homophobie et la transphobie, des dizaines d'organismes dévoilent un plan d'action proposé au gouvernement fédéral

TORONTO, 16 mai 2014 — À l'heure où des militants des quatre coins du monde se préparent à souligner demain 17 mai la Journée internationale de lutte contre l'homophobie et la transphobie, plus de 85 organismes de la société civile de partout au Canada exhortent le Gouvernement du Canada à poser des actions cruciales pour défendre les droits des lesbiennes, des gais et des personnes bisexuelles, transgenres et *queer* (LGBTQ) à l'échelle mondiale. La lettre qu'ils ont signée et adressée à l'honorable John Baird, ministre des Affaires étrangères, présente un plan d'action comportant dix mesures que le Canada peut prendre pour défendre les droits des personnes LGBTQ et donner suite concrètement à son « Ordre du jour pour la dignité », un principe fondamental des politiques étrangères canadiennes, établi par le ministre.

Depuis peu, on observe une escalade des attaques contre les droits humains fondamentaux des personnes LGBTQ, dans plusieurs pays. Notamment, de nouvelles lois expressément anti-LGBTQ ont été adoptées dans des pays comme la Russie, le Nigeria et l'Ouganda; dans d'autres pays, comme l'Inde, des lois interdisant l'homosexualité ont été rétablies contre toute logique. Plus de 80 pays criminalisent l'homosexualité, allant dans certains cas jusqu'à décréter la peine de mort pour des rapports sexuels entre adultes consentants.

Fort d'un parcours reconnu en matière d'appui international aux droits des LGBTQ, le Canada a critiqué, comme il se doit, cette vague de haine. Toutefois, des paroles sans actions n'engendreront pas le genre de changements qui sont désespérément nécessaires, à ce moment où de plus en plus de LGBTQ sont confrontés à la persécution et à la violence promues par des lois.

« La dénonciation est importante, mais il faut une riposte stratégique et soutenue, contre ces violations flagrantes des droits de la personne qui détruisent des vies partout dans le monde », souligne Richard Elliott, directeur général du Réseau juridique canadien VIH/sida. « Le vitriol et la violence font une montée fulgurante, comme l'a révélé tout récemment un rapport issu de l'Ouganda où sont documentés des abus perpétrés depuis l'adoption de la Loi antihomosexualité. Nous devons travailler de concert avec des défenseurs locaux des droits de la personne dans les pays affectés, pour faire savoir aux

dirigeants politiques et aux leaders religieux que nous ne laisserons pas se poursuivre impunément la législation haineuse et l'incitation à la haine. »

À cette fin, une nouvelle coalition appelée « #ENDhatelaws » a été créée par un groupe de militants pour les droits humains, afin de rehausser la sensibilisation à cette épidémie de haine persistante et de faire pression sur le gouvernement canadien, pour qu'il s'occupe davantage de prendre le parti des droits humains fondamentaux des personnes LGBTQ (www.endhatelaws.com). Cette coalition dirigée par des bénévoles fait partie des nombreux signataires de la lettre ouverte au ministre des Affaires étrangères.

« Nous exhortons le ministre Baird et le Gouvernement du Canada à adopter ce judicieux plan d'action en 10 points pour l'éradication des lois haineuses », a affirmé Andrea Houston, bénévole pour #ENDhatelaws. « Le plan d'action fait écho aux demandes de défenseurs des droits humains dans des pays comme l'Ouganda et le Nigeria quant à l'appui de la communauté internationale. Le moment est crucial et le Canada doit adopter des mesures définitives; dans un mois, il sera l'hôte de l'événement WorldPride et accueillera des militants pour les droits LGBTQ du monde entier. Le Canada doit préciser comment il se fera solidaire des personnes persécutées partout dans le monde.

Lisez la lettre ouverte à l'honorable John Baird, à <http://bit.ly/1hQKJYH>.

-30-

Contact:

Janet Butler-McPhee
Directrice des communications
Réseau juridique canadien VIH/sida
jbutler@aidslaw.ca
416 595-1666, poste 228

le 16 mai 2014

LETTRE OUVERTE AU GOUVERNEMENT DU CANADA

L'Honorable John Baird
Ministre des Affaires étrangères
Cabinet du ministre
Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada
125, promenade Sussex
Ottawa, Ontario
CANADA K1A 0G2

Objet : Action urgente pour prévenir d'autres violations de droits de la personne des LGBTQ et abolir les lois haineuses

Monsieur le Ministre Baird,

Depuis quelques mois, nous observons une escalade des attaques à l'encontre des droits humains fondamentaux des personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles et transgenre (LGBTQ), dans divers pays. Plusieurs de ces cas s'inscrivent dans une tendance plus large à s'en prendre à des communautés particulières et à retirer des libertés à la société civile à des fins politiques, et font écho à un climat général de corruption et d'impunité pour les violations de droits de la personne.

Ces attaques incluent de nouvelles lois explicitement anti-LGBTQ, dans des pays comme la Russie, le Nigeria et l'Ouganda, qui portent atteinte à l'essence même de la liberté d'expression en interdisant d'aborder ou de défendre les droits de la personne des LGBTQ, et qui rendent même dans certains cas les relations sexuelles consensuelles entre adultes passibles d'un emprisonnement de plusieurs années, voire à vie. De telles lois ainsi que des développements comme la récente décision largement contestée de la Cour suprême de l'Inde de rétablir l'interdiction de l'homosexualité dans son code pénal allongent la liste des pays où les identités, les expressions, voire l'existence même des personnes LGBTQ sont criminalisées. Ces conditions déplorables prévalent actuellement dans plus de 80 pays. Dans certains pays, les relations sexuelles consensuelles entre adultes du même sexe sont passibles de peine de mort.

Nous entendons également des déclarations de plus en plus vitrioliques de la part de divers chefs politiques et religieux, y compris des déclarations voulant que les personnes LGBTQ soient une menace pour les enfants ou, selon les récents propos du président de la Gambie, de la « vermine » qui devrait être éradiquée. Au Zimbabwe, le président a maintes fois déclaré que les gais et lesbiennes sont « pires que des chiens et des cochons » et qu'on devrait les décapiter.

À plusieurs endroits, cette rhétorique est amplifiée par les médias, dont certains encouragent activement les poursuites, l'emprisonnement, voire la violence meurtrière à l'endroit des personnes LGBTQ. Par exemple, dans le sillage de l'adoption de la nouvelle loi antihomosexualité [*Anti-Homosexuality Act*] de l'Ouganda, des tabloïds ont (une fois de plus) publié les noms et photos de personnes soupçonnées d'être LGBTQ, qu'ils incitent à cibler. De nombreux crimes haineux et cas de violence collective ont été signalés, notamment de terribles attaques, de la torture, des viols soi-disant correctifs et des meurtres de LGBTQ – y compris des défenseurs des droits de la personne qui ont osé s'exprimer publiquement – du Cameroun jusqu'en Russie, en passant par la Jamaïque et le Nigeria, pour n'en nommer que quelques-uns.

La communauté internationale a déjà vu tel phénomène, à plus d'une occasion. Nous savons où peut conduire une telle vague de haine et de violence, encouragée par des chefs politiques, enrobée de rhétorique religieuse (y compris d'extrémistes occidentaux) et autorisée par la loi, si elle n'est pas contestée et si les dirigeants mondiaux ne sont pas attentifs aux signaux d'alerte. Les cas signalés de violence et de décès sont déjà trop nombreux, et le risque pour plusieurs personnes LGBTQ croît sans cesse, dans certains pays, sous les yeux mêmes de la communauté internationale. Entre-temps, la flambée de discrimination et de persécution fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre nuit aux efforts pour atteindre l'objectif convenu mondialement de l'accès universel à la prévention et aux traitements pour le VIH.

Nous appuyons vos déclarations publiques à titre de ministre des Affaires étrangères du Canada, condamnant l'adoption de lois anti-LGBTQ en Russie, au Nigeria et en Ouganda. Nous savons également que le Secrétaire général des Nations Unies, le Haut commissaire de l'ONU aux droits de l'homme et le directeur général de l'ONUSIDA ont eux aussi condamné de telles violations des droits fondamentaux de la personne et ont exhorté les pays concernés à cesser la persécution et à décriminaliser l'homosexualité.

Toutefois, ces déclarations ne suffisent pas.

Sans une réponse plus concertée et soutenue à la discrimination encensée par la loi et à la propagande haineuse, le message envoyé aux chefs politiques et religieux qui adoptent et défendent de telles lois et pratiques violentes sera qu'ils peuvent continuer d'agir ainsi, en toute impunité. Il en résultera prévisiblement une perpétuation de la persécution et des violations de droits de la personne qui détruisent des vies, des familles et des communautés.

Par conséquent, nous exhortons le Gouvernement du Canada à agir, individuellement et de concert avec d'autres gouvernements animés du même esprit, pour défendre les droits humains fondamentaux des personnes LGBTQ. En particulier, nous exhortons le Canada à adopter les mesures suivantes :

1. **Continuer de s'exprimer** publiquement et en privé contre l'adoption de lois anti-LGBTQ et contre la violence et d'autres crimes haineux à l'endroit des personnes LGBTQ, et exhorter à l'abrogation de telles lois. **Collaborer avec des professionnels du droit, des leaders confessionnels respectés et d'autres défenseurs des droits de la personne et leaders communautaires** – au Canada et dans les pays où les LGBTQ sont la cible de criminalisation et de violence – afin qu'ils mobilisent leurs groupes respectifs contre les lois et la violence anti-LGBTQ.
2. **Rappeler temporairement au Canada nos ambassadeurs** dans les pays ayant récemment adopté des lois anti-LGBTQ, en vue de consultations sur les meilleures façons d'inciter ces États à suspendre et à abroger ces lois, conformément aux normes internationales et régionales sur les droits de la personne.
3. **Refuser des visas** aux personnes qui propagent la haine, incitent à la violence ou commettent des actes violents à l'endroit de LGBTQ – y compris les législateurs qui parrainent ou appuient des lois les criminalisant, les individus qui tiennent ou publient des propos haineux incitant à la violence au motif de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre, et ceux qui font délibérément affaire avec, ou appuient financièrement, d'autres individus qui encouragent ou participent à de telles violations des droits de la personne des LGBTQ.
4. **Examiner l'aide publique au développement** octroyée à des établissements gouvernementaux et organismes non gouvernementaux qui encouragent ou appuient des lois criminalisant les personnes

LGBTQ ou incitant à la haine ou à la violence à leur endroit. Tout en maintenant les services sociaux ou de santé essentiels, envisager la possibilité de réaffecter les fonds concernés, dans un pays, de manière à appuyer des fournisseurs de services qui incluent les besoins des personnes LGBTQ et y répondent, et à soutenir des efforts de plaidoyer communautaire visant à protéger les droits de la personne des LGBTQ. Établir clairement et publiquement un engagement aux droits des personnes LGBTQ, dans la politique étrangère générale du Canada, y compris en matière de développement international.

5. **Investiguer et geler les avoirs financiers ou les investissements** au Canada de législateurs ou d'autres acteurs qui incitent à la haine et à la violence à l'endroit des LGBTQ, y compris ceux qui font délibérément affaire avec, ou appuient financièrement, d'autres individus qui encouragent ou participent à de telles violations des droits de la personne des LGBTQ. Geler ces avoirs jusqu'à ce que les responsables aient abrogé les lois concernées, dénoncé publiquement la violence anti-LGBTQ ou cessé toute activité d'affaires ou tout soutien financier, selon le cas. Par des mesures législatives ou autres, faire pression auprès des sociétés canadiennes qui soutiennent des entreprises promouvant la criminalisation des LGBTQ ou la violence à leur endroit – par exemple, par des publicités incitant à la persécution, dans les médias – afin qu'elles cessent de les soutenir.
6. **Utiliser toutes les voies diplomatiques possibles** pour faire pression auprès des pays concernés afin qu'ils abolissent leurs lois anti-LGBTQ et pour décourager d'autres pays d'adopter des lois semblables. Cela devrait inclure à la fois une implication bilatérale et l'utilisation des tribunes et mécanismes régionaux, onusiens et internationaux. Créer un groupe de travail interministériel pour faire avancer cette priorité ministérielle; fournir des outils spécifiques et des ressources additionnelles pour appuyer le travail des diplomates canadiens dans l'avancement des droits des personnes LGBTQ en tant qu'objectif clair de politique étrangère.
7. **Soutenir le travail de mécanismes internationaux et régionaux des droits de la personne**, afin de documenter les violations de droits de la personne des LGBTQ et d'y répondre. Mobiliser d'autres États à contester les mesures ou déclarations anti-LGBTQ dans les tribunes internationales (par exemple, la résolution sur les « valeurs traditionnelles » déposée par la Russie au Conseil des droits de l'homme de l'ONU). **Convoquer une réunion internationale** afin d'établir un ordre du jour pour défendre et promouvoir les droits des personnes LGBTQ en tant que partie intégrante d'une culture générale de défense des droits de la personne.
8. Inviter les dirigeants et les législateurs des États où des lois criminalisent les personnes LGBTQ à suspendre immédiatement ces lois et à **amorcer un dialogue** avec des pays qui ont aboli une telle législation, comme le Canada, à propos des bienfaits ayant résulté de la décision d'abolir cette forme de persécution et d'encourager une société plus inclusive et fondée sur le principe que les droits fondamentaux de la personne sont véritablement universels.
9. Fournir un **soutien** politique, physique, financier et technique à **des défenseurs des droits de la personne** qui travaillent à protéger la santé, la sécurité et les droits des personnes LGBTQ, y compris par des missions canadiennes à l'étranger, notamment : (a) en soutenant les mesures de sécurité nécessaires aux défenseurs des droits des personnes LGBTQ; (b) en dénonçant les accusations visant des personnes LGBTQ en vertu de lois discriminatoires qui les criminalisent ou qui criminalisent leur défense des droits de la personne; (c) en intervenant lorsque des défenseurs des droits de la personne sont détenus, y compris en faisant en sorte que des employés diplomatiques soulèvent des objections et surveillent les procès de défenseurs des droits de la personne et d'autres individus ciblés par des lois anti-LGBTQ; (d) en renforçant la capacité des organismes de droits de la personne LGBTQ et non LGBTQ

de défendre les droits humains fondamentaux; (e) en fournissant du soutien à la contestation de lois anti-LGBTQ discriminatoires devant les tribunaux; et (f) plus généralement, en fournissant du soutien au renforcement de la capacité des avocats et du système judiciaire de défendre les droits de la personne, y compris des LGBTQ.

10. **Faciliter l’asile** au Canada des personnes LGBTQ qui fuient la persécution liée à leur orientation sexuelle ou à leur identité de genre, à la fois celles qui demandent l’asile à partir du Canada et celles qui sont à l’étranger. Cela devrait inclure les mesures suivantes : (a) élargir l’initiative antérieure du gouvernement visant à soutenir les réfugiés LGBTQ ayant besoin de protection; (b) reconnaître la nécessité d’un traitement prioritaire des demandes de personnes LGBTQ « à risque » ou ayant besoin de protection, en vertu du « Programme de protection d’urgence »; et (c) offrir l’asile aux défenseurs des droits de la personne des LGBTQ, de même qu’à d’autres LGBTQ dont l’identité est dévoilée contre leur gré dans les médias ou par des dirigeants politiques dans les pays où les LGBTQ sont criminalisés et où un tel dévoilement est intentionnel ou raisonnablement attendu, pour inciter à la violence, aux poursuites criminelles ou à d’autres formes de persécution à leur endroit.

Ces mesures reçoivent un vaste appui de la société civile canadienne et reflètent les appels à l’appui de militants LGBTQ confrontés à l’hostilité, à la criminalisation et à des crimes haineux, aux quatre coins du monde. Dans l’attente de votre réponse et d’une action solide et soutenue du Gouvernement du Canada pour la défense des droits fondamentaux de la personne, nous vous prions d’agréer, Monsieur le Ministre Baird, l’expression de nos sentiments distingués.

Les signataires :

Réseau juridique canadien VIH/sida / Canadian HIV/AIDS Legal Network

AIDS ACTION NOW!

Egale Canada

ARC International

#ENDhatelaws Coalition

Jer’s Vision

Rainbow Railroad

Rainbow Refugee Committee

#TOwithRussia Coalition

Abortion Rights Coalition of Canada (ARCC)

Action positive VIH/sida

AIDS Coalition of Nova Scotia

AIDS Committee of Durham Region

AIDS Committee of Newfoundland and Labrador

AIDS Committee of Simcoe County

AIDS Committee of Toronto

AIDS Moncton

AIDS PEI Community Support Group Inc.

AIDS Saint John

AIDS Vancouver Island

AIDS Vancouver

BC Coalition of People with Disabilities

Canadian Aboriginal AIDS Network

Canadian AIDS Society / Société canadienne du sida

Canadian Anthropology Society / Société Canadienne d'Anthropologie
 Canadian Association of Nurses in HIV/AIDS Care (CANAC)
 Canadian Federation of Students
 Canadian Harm Reduction Network
 Canadian Public Health Association
 Canadian Treatment Action Council (CTAC)
 Canadian Unitarian Council
 Canadian Working Group on HIV and Rehabilitation (CWGHR)
 Capital Pride
 CATIE (Canadian AIDS Treatment Information Exchange)
 Central Alberta AIDS Network Society
 Dignity Canada Dignité
 Dignity Toronto Dignité
 Dignity Winnipeg Dignité
 Elementary Teachers' Federation of Ontario
 Fierté Montréal
 Grandmothers Advocacy Network
 HIV & AIDS Legal Clinic Ontario
 HIV/AIDS Regional Services (HARS)
 Interagency Coalition on AIDS and Development (ICAD) / Coalition interagence sida et développement (CISD)
 International Association of Machinists and Aerospace Workers
 Kulanu Toronto
 Latinos Positivos Toronto
 Le Portail VIH/sida du Québec
 M.A.IN.S. (Mouvement d'aide et d'information sida) Bas St-Laurent
 Northern AIDS Connection Society
 Nova Scotia Rainbow Action Project
 Ontario Federation of Labour
 Ontario HIV Treatment Network
 OPSEU (Ontario Public Service Employees Union) Rainbow Alliance
 Ottawa International SOGI Rights Network
 Out On The Shelf
 Pacific AIDS Network
 Parksville/Qualicum KAIROS
 PFLAG Canada Brockville, Ontario
 PFLAG Canada Durham Region
 Portail VIH/sida du Québec
 Positive Living North
 Positive Living Society of British Columbia
 Positive Women's Network
 POWER (Prostitutes of Ottawa-Gatineau Work Educate & Resist)
 Pride Toronto
 Public Service Alliance of Canada
 Queer Ontario
 Rainbow Health Network
 RÉZO
 Saskatchewan Federation of Labour
 Saskatchewan HIV HCV Nursing Education Organization

Saskatchewan Public Health Association
Sexuality Education Resource Centre MB
Social Action For Equality Inc.
Socialist Action / Ligue pour l'Action socialiste
Stella
The AIDS Network (serving Hamilton, Halton, Haldimand, Norfolk and Brant)
Toronto PFLAG
Toronto Queer West Arts Centre
United Church of Canada
University of Guelph
Vancouver Island Persons Living with HIV/AIDS Society (VPWAS)
West Coast LEAF
Women in Toronto Politics (WiTOpoli)
Women's Legal Education and Action Fund (LEAF National)
YouthCO